

Politis 1^{er} février 1990

Chili la défaite de la gauche

Santiago, samedi 16 décembre : il est près de midi, et ils sont peut-être plus de 1 000 à s'être regroupés derrière de larges banderoles aux lettres rouges, en face de la carcel publica, la plus importante prison de Santiago, celle qui renferme bon nombre des 449 prisonniers politiques que compte encore le Chili. Une première manifestation pour exiger leur liberté immédiate. Ça et là, des groupes qui se forment et discutent de la victoire d'Aylwin et de la sous-représentation de la gauche. Entre la joie et les désillusions.

COMPTES AMERS. Au-delà de la joie spontanée et de la nette victoire de Patricio Aylwin, la Concertation et ses alliés songeaient à quelques-uns de leurs candidats-vedettes non élus et faisaient aussi leurs comptes, des comptes amers et guère prometteurs. Ils n'ont en effet obtenu que 22 sénateurs (ils comptaient en remporter au moins 27 sur un total de 47) et 71 députés (ils en espéraient 80 sur 120). Sans doute s'agit-il d'une majorité relative dans le premier cas et absolue dans le second cas. Mais la Constitution de 1980 (mise en place par Pinochet) est si « bien faite » que la majorité est insuffisante et qu'il faut, pour donner le coup d'envoi aux réformes les plus importantes que souhaitait réaliser la Concertation (réformes de la Constitution), au moins 80 députés et 31 sénateurs. On en est loin, et la Concertation devra donc logiquement chercher des appuis du côté de la droite.

A l'évidence, la Constitution, et les étranges règles électorales qu'elle implique (système binominal qui, de fait, amplifie considérablement la présence parlementaire de la droite), ont bien servi Pinochet. Non seulement ses partisans ont obtenu un nombre non négligeable de sénateurs (16) et de députés (46), mais surtout, avec les 9 membres désignés au Sénat par des représentants de l'ancien régime, ils sont sûrs de pouvoir bloquer dans cette chambre (la plus importante) tout ce qui serait contraire à leurs intérêts. Quand on met en rapport ce solide bloc parlementaire de droite et d'extrême droite avec les pouvoirs dont dispose encore le général Pinochet, ainsi qu'avec l'ensemble des lois que ce dernier s'est empressé, ces derniers temps, de promulguer et continue à vouloir faire passer au sein de la junte, on saisira parfaitement le peu de marge de manœuvre qu'il restera au prochain gouvernement « démocratique ». Les partisans de Pinochet ont le pouvoir de désigner certains sénateurs et les recteurs d'universités ; ils ont pu élire les juges de la cour suprême, les maires de tout le pays, « désétatiser » de nombreuses entreprises (eau, métro, courrier, compagnie d'aviation, électricité, etc.). Sans parler des nombreuses lois qu'ils s'approprient ou viennent de faire passer : la loi d'immobilité du commandant en chef, celle sur la disparition des archives de la police secrète, celle sur le Congrès, qui interdit à ce dernier de faire enquêter sur les actes du précédent gouvernement (une

sorte de deuxième loi d'amnistie), la loi d'inamovibilité des postes importants de l'administration publique, la loi d'autonomie de la banque centrale, etc.

MORALITÉ. Pas étonnant, dans ce contexte, que le général Pinochet et les grands chefs d'entreprise chiliens (la droite économique) ne paraissent aucunement inquiets du déroulement des événements.

« La démocratie a été restaurée et nous allons apporter notre collaboration aux nouvelles autorités », déclarait à la presse le vieux dictateur au lendemain du scrutin, et le très affable Manuel Filiu, le président de la Confédération du commerce et de l'industrie, expliquait, après avoir dépeint le nouveau Président comme un homme «très sage, très équilibré, et très chrétien», «que l'élection présidentielle avait été intégrée à la mentalité des agents économiques ».

Pas étonnant non plus que Patricio Aylwin ait noté chez l'électorat «une inclination à la modération», et que son futur ministre de l'Economie ait rappelé sans équivoque qu'au niveau économique «la Concertation cherchera, par le biais de larges accords "consensuels", à maintenir la stabilité économique... et résistera à une politique populiste ». Il est prévu ainsi que le salaire minimum passera en mars prochain seulement de 18 000 pesos (60 dollars américains par mois) à 28 000 pesos (93 dollars), alors que les experts de la Concertation reconnaissent qu'une famille de cinq personnes a besoin de 40 000 pesos (133 dollars) pour couvrir ses besoins élémentaires.

TRAQUENARD. En fait, les grands perdants de ces élections sont les forces de gauche, et particulièrement les secteurs les plus radicaux. Ricardo Lagos (du Parti pour la démocratie, PPD, socialiste rénovateur), celui qui avait eu le courage et l'habileté, pendant la période préplébiscitaire, de prendre à partie, en pleine émission de télévision, le général Pinochet et de lui rappeler sa responsabilité quant aux sinistres politiques répressives de son régime, a dû laisser sa place de sénateur à son implacable rival, Jaime Guzman, le plus dur des idéologues de la dictature, celui-là même qui a pensé les « traquenards » de la loi électorale. Luis Maira, une des figures les plus appréciées de la gauche (il appartient à la gauche chrétienne) et président du Pais (parti de la gauche socialiste), n'a pu être élu comme sénateur dans la région de Concepcion. Plus encore, les treize candidats du parti communiste à la députation ont été battus, jusqu'au fameux Manuel Riesco auquel on accordait toutes les chances dans un des quartiers les plus populaires de Santiago (Cerro Navia).

Bien sûr, il n'a fallu que quelques heures pour que les porte-parole de ces formations retrouvent leur allant, réagissent et se mettent à dénoncer l'injustice de ce système électoral qui sous-représente anormalement la présence de la gauche, une gauche dont on estime qu'elle aurait pu remporter, en termes de pourcentage, près de 22 % des voix, pourcentage après tout non négligeable. Mais filrent aussi d'autres explications, qui vont plus en profondeur et questionnent à la fois l'optimisme avec lequel la gauche s'est

investie dans ces élections et le peu d'originalité de sa campagne eu égard à ses alliés de la Concertation (et plus particulièrement la démocratie chrétienne), qui se sont taillé la part du lion au niveau de chaque circonscription. « Qui a vraiment repris le drapeau d'Allende pendant ces élections ? » se demande à voix haute Jose San Fuentes, dirigeant du PC. Et, lui faisant écho, Tono Roman, candidat malheureux du MIR, ajoute, plus catégorique encore : « La gauche, depuis 1986, n'a pas été capable d'avoir une position claire par rapport à la dictature, par rapport au processus institutionnel. Elle n'a pas su générer une sortie populaire. »

Difficile d'ailleurs de passer à côté de ce constat : la gauche chilienne, après seize ans de dictature qui l'ont décimée et réprimée plus que toute autre, apparaît aujourd'hui profondément divisée, déboussolée et sans projet politique véritablement alternatif, hésitant encore entre des projets de « rébellions populaires », visiblement du passé, et des stratégies d'alliances et de compromis dans lesquelles elle semble avoir perdu toute originalité.

Le Chili d'Allende, de l'Unité populaire, celui qui avait cherché à faire accéder au pouvoir « les déshérités des déshérités », « el roto chileno », au travers d'un socialisme « démocratique », n'est pas, n'est plus. A preuve, ce cri du cœur de Luis Maira au soir de sa défaite : « Ma souffrance n'est pas causée par ma défaite personnelle, mais par le fait que ceux qui jamais ne gagnent, ceux qui crurent en nous, les gens simples, avaient parié que la vie allait enfin changer. »

PIERRE MOUTURE